

OMC : nouvelle tentative d'aboutir à un accord fin du mois

mardi 1er juillet 2008, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2008).

Voici une info qui ne va sans doute intéresser personne, à gauche.

On se souvient qu'en 2001, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a lancé, à Doha, un ambitieux programme de négociations afin de libéraliser davantage les économies en poussant à plus d'ouverture des marchés, à davantage de mise en concurrence, à encore plus de dérégulations.

Une résistance farouche des pays du Sud, appuyée par les réseaux altermondialistes, s'est manifestée lorsqu'il est apparu clairement que pour l'Union européenne et les USA, il s'agissait d'exiger de tous les autres des concessions qu'eux-mêmes n'étaient pas disposés à faire. Ce « cycle de Doha » baptisé « cycle du développement » n'est destiné qu'au développement des multinationales occidentales.

Les conférences ministérielles qui ont suivi (Cancun 2003 ; Hong Kong 2005) ont enregistré les blocages. Au point qu'un accord sur une application plus poussée de l'Accord Général du Commerce des Services (AGCS), arraché à Hong Kong, a été suspendu jusqu'à ce qu'intervienne un accord sur l'ouverture des marchés aux produits manufacturés et aux produits agricoles. A l'OMC, il n'y a d'accord sur rien tant qu'il n'y a pas accord sur tout.

En juillet de l'an passé, le socialiste français Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, a même été contraint de suspendre les négociations. Ce qui ne signifiait pas l'abandon du programme de Doha, car les décideurs mondiaux du capitalisme ne renoncent jamais. Et leurs serviteurs zélés dans les gouvernements et les partis politiques, libéraux de droite comme libéraux de gauche, non plus. Ils ont donc poursuivi, « informellement » comme ils disent, les négociations. Et aujourd'hui, ils espèrent aboutir. Pascal Lamy convoque une trentaine de ministres pour une réunion qui débutera le 21 juillet et qui, si un accord intervient, débouchera, fin juillet, sur une réunion du Conseil général de l'OMC (une instance qui peut prendre des décisions ayant force de traité contraignant pour tous les Etats membres) qui formalisera cet accord.

La présidence française de l'UE convoque une réunion des 27 à la mi-juillet pour préparer cette reprise des négociations à l'OMC. Et déjà Business Europe, le Médef européen, présidé par le baron Ernest-Antoine Sellières, a adressé une lettre ouverte à la présidence française pour rappeler que le programme de Doha doit aboutir à un accord « ambitieux » pour les entreprises européennes.

A Genève, les réseaux altermondialistes qui observent au jour le jour les travaux de l'OMC ont lancé l'alerte la semaine passée. Mais qui, en dehors des militants altermondialistes dans les associations et les ONG va les écouter ? Les syndicats ? Les partis politiques qui se prétendent à gauche ? Ceux qui parlent beaucoup d'anticapitalisme, mais se soucient peu de la mondialisation ?